

# Gilles PLANTADE



*Etudes à l'Ecole d'Art et d'Architecture en section Environnement à Marseille.*

*Contributions en milieux professionnels : urbanisme – bâtiment – architecture.*

*Travail en autodidacte, de la brique, du bois, du plâtre et surtout du métal.*

Contreverse



Tectonique



Atelier Métal, depuis près de vingt ans... Là, à moi tout seul, je suis toute une équipe ; été comme hiver, chaque jour, à tenter de comprendre pourquoi l'acier attend, ce qu'il attend précisément, au juste, de moi, de vous aussi.

La création, c'est comme le tonneau des Danaïdes : un quotidien qui se dilate sans éteindre sa soif de questions sans réponses, de doutes et de sueurs froides.

Pas de droit à l'erreur dans cette discipline, comme une absence de filet, du style : congés payés, week-end ou jours fériés, vacances de fin d'année, retraite anticipée, ou retraite tout court.

Mais on s'y fait... si, si ! Le but étant de rester concentré sur son travail au risque de perdre beaucoup plus, ayant admis, aussi le fait d'avoir choisi ...

Les machines vous tournent au ras du nez, vous brûlent, vous blessent, vous rendent sourd et teigneux ! L'acier vous mord et vous taquine,

chante autant qu'il hurle, plie autant qu'il cède, joue avec vos nerfs pour ne plus vous lâcher.

Une histoire simple, sans trop d'embrouilles ; avec un peu de distance, une vie d'« artiste » comme qui dirait !

Pas de quoi s'étonner que tout puisse dépendre d'équilibres précaires, de simple bon sens pour que tout tienne debout malgré tout !

Qui cela intéresse-t-il de goûter à ce plat pour juger du détail qui, dans bien des esprits encore, fait toute la différence entre le « monde du travail » et un « atelier d'artiste » ?

Car c'est bien là le point névralgique : la présence du travail artistique a-t-elle encore un sens et une valeur, dans un environnement et une époque subtile où la valeur des choses est avant tout « sécuritaire »...

Pourtant, l'art est comme un « Espéranto », un langage universel, mais qui, tout au plus dérange encore, dans le meilleur des cas. ■

## ÉDITO

# Résister et construire



Manifestation du 19 mars à Bordeaux

Il sera difficile pour le gouvernement comme pour le MEDEF d'ignorer l'ampleur du mécontentement social et des revendications qui se sont exprimés le 19 mars.

La construction de cette grande mobilisation unitaire exceptionnelle, approuvée par trois français sur quatre, a été marquée par des manœuvres, des provocations et des attaques en règle qui montrent que le mur de l'intransigeance gouvernementale et patronale perd de sa superbe...

En Aquitaine, dans les localités et les entreprises, comme dans tout le pays, les mobilisations massives du privé et du public, les actions dans les entreprises, les nombreuses manifestations qui ont rassemblé salariés, retraités, privés d'emploi et étudiants, ne pourront pas rester sans réponses.

A des attentes fortes pour des solutions à la crise sur la

base des propositions communes inédites des huit organisations syndicales, le quotidien ajoute des exigences face à l'inquiétude, l'injustice, la détresse, la multiplication des plans sociaux et des annonces de fermetures.

L'Aquitaine fait de plus en plus les frais de ces décisions catastrophiques du point de vue du social, des salaires, des conditions de travail et dans des secteurs industriels maintenant menacés : l'automobile, la métallurgie, la chimie et le bois. La crise a bon dos au moment où les grands dirigeants d'entreprises se « sucent » grassement !...

La question des suites du 19 mars est posée avec plusieurs initiatives unitaires annoncées dans les Landes, le Lot et Garonne et les Pyrénées Atlantiques d'ici le 1er mai.

Ces suites passent inévitablement par l'ancrage des revendications et de l'action dans les entreprises et les services pour refuser licenciements et fermetures, pour exiger un autre avenir dans nos territoires.

Les syndicats et les organisations de la CGT doivent en débattre avec les salariés eux-mêmes là où ils vivent et travaillent, là où il y a besoin de gagner des avancées revendicatives.

Dans un contexte de montée des luttes et de la contestation, mais aussi de recherche d'alternatives, notre campagne régionale « travailler pour vivre en Aquitaine » trouve tout son sens et reste incontournable, pour à la fois, élever le niveau du rapport de force et pour consolider le nécessaire prolongement à cette journée du 19 mars.

Les entrées revendicatives sont nombreuses pour envisager avec les syndicats une initiative régionale pour l'emploi, liant local et national ; dans notre activité du moment, travaillons également cette dimension du rapport de forces... ■

J. Varailon

→ Sommaire : ÉDITORIAL → p.1 • LA FILIÈRE BOIS : Sauvegarder et développer les emplois de la filière bois en Aquitaine → p.2 • POLITIQUE INDUSTRIELLE : Pour une véritable politique industrielle en Aquitaine → p.3 • L'ARTISTE DU MOIS : Gilles PLANTADE → p.4

# SAUVEGARDER ET DÉVELOPPER LES EMPLOIS DE LA FILIÈRE BOIS EN AQUITAINE

*Le bois est une ressource naturelle qui nécessite entretien et gestion de la forêt à long terme. La tempête de janvier 2009 qui a détruit près de 60% de la forêt ajoute aux inquiétudes déjà fortes liées à la crise.*

Il faut assurer le **maintien des emplois de la filière** en ciblant bien les endroits où doivent arriver les aides publiques, notamment celles annoncées par le ministre de l'agriculture au lendemain de la tempête et celles prévues par le conseil régional.

Ces aides doivent être conditionnées au nettoyage immédiat de la forêt et au stockage rapide du bois dans des conditions permettant sa conservation à long terme. Or, en raison du retard qu'a pris le versement de ces aides et des pressions qu'exercent les sylviculteurs et le patronat de la filière pour leur augmentation, le risque de gâchis du bois d'œuvre et de palette notamment est fort. Le temps est compté. Chaque jour qui passe hypothèque les possibilités d'utilisation du bois d'œuvre au risque de limiter son utilisation à la fabrication de papier.

**QUELLES PROPOSITIONS POUR SAUVEGARDER ET DÉVELOPPER LES EMPLOIS DE LA FILIÈRE BOIS.**

**Contribuer à la préservation de l'environnement :**

Replanter la forêt, c'est non seulement assurer les emplois de demain mais aussi maintenir le rôle dans l'écosystème d'une des plus grandes forêts d'EUROPE.

De plus, avec cette ressource naturelle il est possible de répondre à un certain nombre de besoins locaux

au travers d'une production locale, limitant ainsi les transports et par là même leur impact sur l'environnement.

**Des débouchés nouveaux pour répondre aux besoins des aquitains :**

## COMMENT INDEMNISER LA FILIÈRE BOIS



- Le logement
- Le chauffage et la production d'énergie
- L'isolation
- La chimie

**Les collectivités territoriales** doivent montrer l'exemple en intégrant le pin dans leurs projets de construction et d'aménagement de structures publiques (écoles, bâtiments publics,...).

**De nouvelles techniques de récupération de la résine** existent et méritent

d'être étudiées, expérimentées et mises en œuvre.

**La production de papier et ces propositions de nouveaux débouchés, nous imposent d'aborder deux questions :**

1. La gestion publique de la forêt pour répondre à ces objectifs.
- Des études sont à reprendre sur les possibilités de plantation d'essences différentes.

• L'intervention publique est incontournable pour dégager la gestion de la forêt et son devenir des seuls intérêts à court terme du marché.

2. L'élaboration et le développement de formations professionnelles visant à répondre aux besoins d'emploi et qualification.

Cela concerne les métiers existants et leurs évolutions nécessaires comme la création de nouveaux métiers pour répondre aux besoins d'aujourd'hui.

**Un enjeu européen et frontalier :**

La place des salariés espagnols de la filière ne peut être éludée au regard de la place des entreprises de l'autre côté de la frontière et des débouchés

pour l'Aquitaine.

**L'intervention des salariés est indispensable :**

Les salariés ne sont responsables ni de la crise financière ni de la crise climatique. Or, la stratégie actuelle du patronat tend à leur en faire subir les conséquences au travers de chômage partiel, de menaces de licenciements, etc.

La crise c'est eux, la solution c'est nous tous ! ■

# POUR UNE VÉRITABLE POLITIQUE INDUSTRIELLE EN AQUITAINE

*C'est bien l'absence d'une véritable politique industrielle qui s'appuie sur les besoins des populations qui nous a conduit à la situation de crise dont les salariés font les frais aujourd'hui.*

Mais les objectifs de rentabilité financière immédiate, de recherche du maximum de profit au détriment de cette réponse aux besoins, ne sont pas pour autant abandonnés par le patronat qui peut compter sur le soutien du gouvernement actuel.

Aussi, c'est pour la CGT l'occasion de présenter ses propositions pour un développement de l'emploi dans les territoires car l'emploi est source de développement local.

Emplois industriels, publics et de services sont intimement liés. Il s'agit donc de travailler la cohérence et la convergence entre le public et le privé.

En raison de la crise, mais aussi parce que certains dirigeants profitent de l'aubaine pour restructurer, de nombreux emplois industriels sont menacés, auxquels il faut ajouter les suppressions de postes programmées dans les services publics et services de l'Etat.

Bien entendu, nous devons organiser la solidarité entre salariés pour défendre ces emplois mais nous devons, dans le même temps, por-

ter des exigences pour l'avenir. Et la première des exigences est de vivre mieux demain qu'aujourd'hui.

Nous devons donc être porteurs de propositions fortes pour le développement industriel et les services publics dans notre région. Cela commence par l'expression des besoins, car nombreux sont ceux qui ne sont pas satisfaits ici et dans le monde, à commencer par celui d'avoir un emploi pour vivre dignement.

Aussi, les aides publiques doivent être utilisées à cette réponse aux besoins, à la création d'emplois, au développement économique des territoires, à mieux vivre en Aquitaine.

Prenons l'exemple de la filière bois en Aquitaine qui subit deux crises de plein fouet : la crise financière et la tempête de janvier.

Les aides publiques qui vont arriver dans les entreprises et auprès des sylviculteurs doivent être orientées et conditionnées vers une relance et un développement de cette filière. La CGT fait depuis longtemps des propositions qui vont dans ce sens, mais la recherche de profits immédiats était prioritaire. Or aujourd'hui, nous n'avons pas d'autre choix pour sauver les 35 000 emplois concernés et pour en créer de nouveaux, que de poser la question de la réponse aux besoins des populations en Aquitaine.

Le logement, par exemple, est un véritable besoin d'actualité qui

pourrait faire appel, dans le cadre d'une politique volontariste, à l'utilisation du bois dans les constructions individuelles et collectives, mais aussi pour les besoins en mobilier des particuliers et des collectivités territoriales. D'autant que cela répondrait en même temps à l'enjeu du développement durable et au respect des engagements pris lors du Grenelle de l'environnement. Bien d'autres utilisations sont à étudier dans ce secteur d'activité et c'est ainsi que nous devons nous poser le problème partout, dans toutes les professions, sur tous les territoires, bassins de vie et d'emploi de notre région.

Ainsi, en réunissant les syndicats et les syndiqués, les salariés là où ils vivent et travaillent, nous serons en mesure de faire converger les besoins, de leur donner une cohérence régionale pour ensuite être force de propositions.

Dans le cadre de la campagne sur la politique industrielle que mène la confédération CGT, dont une étape importante sera la réunion de 1 000 délégués de l'industrie à Paris au mois de juin, portons les propositions CGT, mettons les en débat dans les bassins d'emploi, dans les entreprises, dans les syndicats et créons les conditions de l'émergence des besoins, de propositions concrètes et de la mobilisation indispensable pour gagner. ■

Philippe MEDIAVILLA

## 5 PROPOSITIONS POUR UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE MODERNE

La CGT défend une conception moderne de l'industrie s'appuyant sur une réelle revalorisation du travail et des qualifications, la place de territoires et la dimension européenne.

Nous retenons cinq principes constituant les bases d'une nouvelle politique industrielle.

- 1 ► Priorité au développement des ressources en emplois et en qualifications
- 2 ► Accroître l'effort de recherche et d'innovation
- 3 ► Développer une politique cohérente de l'énergie
- 4 ► Assurer le financement de la croissance des entreprises
- 5 ► Recréer les conditions d'une démocratie économique en France et en Europe

Retrouvez le détail des 5 propositions sur [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr).